

**CONFERENCE INTERNATIONALE SUR
L'ÉMERGENCE DE L'AFRIQUE
ALLOCUTION DE S.E.M ALASSANE OUATTARA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
ABIDJAN, LE 18 MARS 2015**

Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal;
Excellence Monsieur Thabo M'Beki, ancien Président de la République d'Afrique du Sud ;
Monsieur le Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire;
Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République ;
Monsieur le Vice-Ministre des Affaires Etrangères de la Chine ;
Madame Hélène Clark, Administrateur du PNUD ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions régionales et internationales;
Excellence Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Membres du Corps Diplomatique ;
Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale,
Monsieur le Vice-Président de la Banque Africaine de Développement ;
Monsieur l'Administrateur Assistant, Directeur Régional du Bureau Afrique du PNUD ;
Mesdames et Messieurs les Elus ;
Honorables Chefs traditionnels et religieux ;
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations de la société civile et du secteur privé ;
Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs ;

C'est avec un grand plaisir que je vous accueille à Abidjan, à l'occasion de cette Conférence internationale consacrée à l'Émergence en Afrique. Je voudrais, au nom du gouvernement et du peuple ivoiriens ainsi qu'en mon nom propre, vous souhaiter la bienvenue en Côte d'Ivoire. « Akwaba » à toutes et à tous !

Je voudrais saluer et remercier mon jeune frère, le Président Macky Sall, qui nous fait l'honneur et l'amitié de prendre part à ce forum.

Monsieur le Président et cher frère ;

Votre présence ici témoigne une fois de plus de la qualité des relations d'amitié, de fraternité et de coopération qui existent entre la République du Sénégal et la République de Côte d'Ivoire

Je voudrais profiter de votre présence pour saluer l'important travail que vous accomplissez à la tête du Sénégal.

Je vous félicite pour les importantes réformes économiques et sociales que vous avez su initier pour le bien-être de vos concitoyens.

Grâce au Plan Sénégal Emergent (PSE), qui fixe les fondations pour accélérer la marche du Sénégal vers l'émergence à l'horizon 2035, ces réformes ont permis de consolider les fondements de l'économie sénégalaise.

Excellences ;

Honorables invités ;

Mesdames et Messieurs ;

La Côte d'Ivoire s'honore d'abriter la Conférence Internationale sur l'Emergence de l'Afrique, une initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement, organisée en partenariat avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Je voudrais donc remercier tout particulièrement, Madame Helen Clark, Administrateur du PNUD et tous les organisateurs de cette conférence.

Mes remerciements vont également à l'endroit de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

Nous nous félicitons de cette rencontre, qui intervient après la tenue à Abidjan, en mai 2014, de la réunion des Directeurs Régionaux des Agences du Système des Nations Unies et le lancement pour la Région Afrique du Rapport sur le Développement Humain 2014 du PNUD.

Je voudrais à cet égard saluer les efforts du PNUD en faveur du développement humain durable.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Cette conférence me donne l'opportunité de partager avec vous les dix principaux points, qui, à mon sens, devraient retenir notre attention au cours des discussions sur l'Émergence en Afrique. Je vous donnerai ensuite ma vision de l'émergence de la Côte d'Ivoire.

Premièrement, il convient de noter qu'une croissance forte et durable n'arrive pas par « miracle ». Elle est le résultat d'une persévérance dans le temps, de la mise en place d'un ensemble cohérent de réformes structurelles de grande envergure et d'investissements publics et privés bien ciblés, dans un cadre macroéconomique stable et planifié.

Deuxièmement, le cheminement vers l'émergence est une stratégie économique choisissant de s'intégrer pleinement dans la globalisation des échanges, tout en luttant contre la concurrence déloyale.

Troisièmement, les pays émergents les plus performants ont connu une accumulation élevée des facteurs de production (capital physique et capital humain) et un transfert massif de main d'œuvre vers les secteurs industriel et tertiaire. Pour éviter les problèmes liés à une urbanisation non maîtrisée, ce transfert nécessite une politique adéquate d'urbanisation, de santé, d'éducation et de transports. Ceci est particulièrement vrai sur notre continent qui connaît un accroissement démographique parmi les plus élevés du monde.

Quatrièmement, il nous faut continuer à prendre les mesures nécessaires pour augmenter les taux d'investissement et d'épargne aussi bien publics que privés, qui ont été un facteur essentiel du « Miracle Asiatique ».

Le taux d'investissement total en pourcentage du PIB en 2014 est estimé par le FMI à environ 42 % dans les pays émergents et dans les pays en développement d'Asie, contre seulement 20 % en Afrique subsaharienne et en Amérique Latine. Le taux d'épargne nationale en pourcentage du PIB est estimé à 43 % en Asie contre environ 17 % en Afrique subsaharienne et en Amérique Latine.

Cinquièmement, notre croissance ne pourra pas continuellement reposer sur l'accumulation des seuls facteurs de production, c'est-à-dire le capital physique et le travail. L'accroissement de la « Productivité Totale des Facteurs » devra également jouer son rôle. Elle est fonction notamment du changement technologique, d'une bonne organisation de la production, d'un bon climat des affaires, d'une politique de bonne gouvernance dans les entreprises publiques et privées et de la pleine prise en compte de leur responsabilité sociétale.

Je voudrais insister sur le fait qu'une fonction publique basée sur le mérite peut augmenter de façon considérable la compétitivité d'une économie. La Corée du Sud, que j'ai eu l'honneur de visiter récemment, l'a parfaitement démontré.

Sixièmement, le secteur agricole est le secteur le plus porteur dans les premières étapes d'une croissance forte et partagée. L'augmentation de la productivité dans l'agriculture permet de réduire la pauvreté et de produire une main d'œuvre abondante pour les secteurs industriel et tertiaire.

Plusieurs pays, sur le chemin vers l'émergence, ont commis l'erreur de négliger le secteur agricole. Nos pays doivent continuer de renforcer les filières agricoles et atteindre l'autosuffisance alimentaire en prenant en compte le réchauffement climatique. La Côte d'Ivoire, pour sa part, a accru les productions de cultures vivrières de 27% en une année et devrait atteindre l'autosuffisance en riz dès la campagne agricole 2016-2017.

Septièmement, nous devons poursuivre un développement vert et durable. En effet, une croissance rapide sans respect de l'environnement a eu, dans plusieurs pays émergents, des effets dévastateurs sur l'environnement et sur la santé des populations.

Huitièmement, un système bancaire et financier efficace et compétitif, qui offre une gamme de produits variés, permet une bonne intermédiation financière, notamment entre les investisseurs et les épargnants.

La concentration des risques dans quelques banques, la collusion d'intérêts publics et privés ainsi que le manque de supervision du secteur financier expliquent en grande partie la crise financière des pays asiatiques émergents dans les années 1997 et 1998. Michel Camdessus, ancien Directeur Général du Fonds Monétaire International, le souligne bien dans son livre intitulé : « La Scène de ce Drame est le Monde » ; c'est un excellent livre que je vous recommande vivement.

Neuvièmement, l'Etat a indéniablement joué un rôle important dans nos pays mais aussi dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine. Ses interventions ont pris des formes multiples et variables dans leur intensité. Mais, toutes les politiques, qu'elles soient interventionnistes ou non, doivent se soumettre au test de compétitivité au niveau international.

Enfin, l'investissement public bien ciblé dans les infrastructures et le capital humain est essentiel. L'absence d'investissement adéquat dans l'éducation et la formation professionnelle peut empêcher des groupes sociaux ou des régions entières de bénéficier de la croissance comme le relève si bien l'économiste français Thomas Piketty dans son best-seller « le Capital au XXI^{ème} siècle ». Une main d'œuvre qualifiée peut plus aisément s'adapter aux changements technologiques. Nos pays devraient donc continuer de renforcer leur système éducatif et la formation professionnelle afin de réduire l'inadéquation entre les besoins de nos économies et l'éducation et la formation professionnelle.

Dixièmement, il est indéniable que l'accélération de l'industrialisation et la transformation de nos matières premières sont essentielles à la consolidation et à la pérennisation d'une croissance forte et durable en Afrique. L'ouverture sur l'extérieur permet des activités créatrices d'emplois, basées sur la dynamique des avantages comparatifs incluant la production de produits manufacturiers intensive en main d'œuvre. Selon la Banque Mondiale, la part des exportations des produits manufacturiers dans les exportations de marchandises ne représentent qu'environ 27 % en Afrique Subsaharienne contre 83 % dans les pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, notre ambition est de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Notre objectif est de réduire de moitié, le taux de pauvreté dans notre pays.

Selon le FMI et la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire a, depuis 2012, rejoint le peloton de tête des pays à forte croissance en Afrique et dans le Monde. Le taux moyen de croissance du PIB, pour la période 2012-2014, devrait être supérieur à 9 %. Le taux du PIB par tête d'habitant s'est amélioré d'environ 20 % au cours de ces trois dernières années. Cette augmentation est même plus forte pour le monde rural, le monde agricole et pour plus de la moitié des fonctionnaires, en ce qui concerne leur rémunération.

Ce taux de croissance est le résultat d'un effort collectif dans la mise en place de mesures structurelles de grande ampleur et d'un cadre macroéconomique solide.

Les Institutions internationales prévoient le maintien d'un taux de croissance relativement fort pour la décennie à venir en Côte d'Ivoire qui pourrait être plus ambitieux selon nos estimations.

Selon le rapport « Doing Business 2015 » de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire se retrouve pour la deuxième année consécutive parmi les 10 pays au monde qui ont mis en place le plus grand nombre de réformes pour améliorer l'environnement des affaires.

La Côte d'Ivoire a obtenu les notations B1 et B, par les agences de notation Moody's et Fitch, avec des perspectives positives. Les émissions d'Euro bonds de juin 2014 et de février 2015 ont été un franc succès selon les marchés financiers, avec des taux d'intérêt particulièrement attractifs. L'admission de la Côte d'Ivoire au programme Threshold du Millenium Challenge Corporation (MCC) atteste des progrès accomplis dans plusieurs domaines, notamment la politique macroéconomique, la bonne gouvernance et la transparence.

Ces bons résultats découlent aussi des décisions prises dès mon investiture, en mai 2011, de donner une nouvelle impulsion à la politique de développement de la Côte d'Ivoire, à travers l'élaboration du Plan National de Développement (PND 2012-2015).

Le PND est l'outil par excellence de coordination, de planification, de programmation et de suivi des projets de notre pays.

A cet égard, je voudrais féliciter le Ministre d'Etat Mabri Toikeusse, qui est l'homme-orchestre en matière d'organisation de la planification et du développement.

Les résultats à fin 2014 montrent que les objectifs que nous nous sommes assignés pour ces trois dernières années ont été atteints dans l'ensemble. Selon le FMI, la Côte d'Ivoire devrait continuer cette belle performance au cours des prochaines années.

Sur la base du rapport d'exécution du PND à fin 2014, un nouveau PND pour la période 2016-2020 devrait être finalisé d'ici la fin du mois de juin 2015. La bonne mise en œuvre de ce nouveau Plan devrait nous permettre d'atteindre notre objectif d'une Côte d'Ivoire émergente à l'horizon 2020.

Les réformes visant à améliorer le climat des affaires, la transparence, la bonne gouvernance et la compétitivité continueront d'être mises en place de façon volontariste. Ainsi, la Côte d'Ivoire pourrait rejoindre la première moitié des pays les mieux placés dans le Monde en ce qui concerne le rapport « Doing business » de la Banque Mondiale, de « Transparency international » sur la lutte contre la corruption et du Forum Economique Mondial sur la Compétitivité.

Enfin, la Côte d'Ivoire devrait pouvoir progresser dans le classement des pays dans le monde en ce qui concerne les indices humains du PNUD. En outre, nous sommes en train de moderniser les zones industrielles existantes et d'en créer de nouvelles à Abidjan mais aussi à l'intérieur du pays. Ce qui nous permettra d'atteindre à terme, l'objectif de transformation de 50% au moins de nos produits primaires.

Au-delà de 2020, la Côte d'Ivoire aura donc une base solide pour devenir un pays intermédiaire, à revenu élevé, à l'horizon 2030.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Notre ambition est aussi de continuer de contribuer au renforcement de l'intégration régionale, aussi bien au niveau de la Zone F CFA, de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que du Continent Africain.

Si nous voulons réussir le pari de l'émergence, nous devons promouvoir l'efficacité de la coopération au développement, à commencer par la coopération sud-sud et la mobilisation des ressources intérieures. Nous devons aussi renforcer le partage des connaissances et des capacités humaines et institutionnelles en vue d'accroître la valeur ajoutée intra-africaine et le progrès technologique, gage d'une amélioration des moteurs de la croissance inclusive. Il nous faudra enfin lutter contre le terrorisme, le trafic des Êtres-humains, en particulier les femmes et les enfants, et le trafic de marchandises illicites.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

Notre vision de l'émergence repose donc sur les postulats suivants :

- l'émergence est un pari sur l'avenir ;
- l'avenir se planifie ;
- l'émergence se construit dans la paix, la sécurité, le dialogue et la cohésion sociale.

Au regard de la qualité des participants à cette rencontre, je suis convaincu, pour ma part, que vos réflexions aboutiront à des conclusions qui nous permettront de faire de l'Émergence une réalité pour de nombreux pays en Afrique.

Je voudrais pour terminer, vous souhaiter des discussions fructueuses et surtout des conclusions porteuses d'espoir pour nos pays, pour nos peuples et pour nos enfants.

L'Afrique est un Continent d'avenir, un Continent plein de promesses, un Continent qui continuera de surprendre le monde.

C'est sur cette note d'espoir que je déclare ouverte la Conférence Internationale sur l'Émergence de l'Afrique.

Je vous remercie.